

VERIFIER AU MOMENT DE
L'ALLOCATION



STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.

86/12

Notes pour une allocution
de l'honorable James Kelleher,
ministre du Commerce extérieur,
adressée au Conseil des gens
d'affaires Indonésie-Canada

JAKARTA, INDONESIE

Le 14 février 1986

Je suis très heureux de me trouver dans cette ville si vivante de Jakarta et d'avoir l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Je tiens à vous dire que je suis très impressionné par l'animation extraordinaire qui caractérise les rues de Jakarta. Il y règne un esprit de concurrence que se doit d'admirer quiconque croit à la libre entreprise.

C'est un grand honneur d'être présent à ce déjeuner. Je dois féliciter KADIN-Indonésie, le Cercle des chefs d'entreprise indonésiens et le Club des gens d'affaires canadiens d'avoir uni leurs efforts pour rendre possible cette rencontre et me donner la possibilité de m'adresser à vous. Et il me tarde de prendre part, tout de suite après le déjeuner, à la première réunion conjointe du Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie et du Conseil des gens d'affaires Indonésie-Canada. Le fait que ces deux associations aient été créées l'an dernier montre bien à quel degré de maturité sont parvenues les relations commerciales entre le Canada et l'Indonésie. Je sais qu'elles constituent un rouage puissant pour resserrer nos liens économiques, et je leur souhaite bonne chance dans leurs futures entreprises.

Pour traduire notre volonté d'appuyer de telles initiatives, je suis heureux de vous annoncer que le gouvernement canadien accorde une subvention de 10 000 \$ au Conseil des gens d'affaires Canada-Indonésie. Cette somme est destinée au programme du Conseil visant à sensibiliser davantage les milieux d'affaires canadiens aux débouchés offerts par l'Indonésie.

Des initiatives de ce genre sont particulièrement importantes de nos jours pour le commerce international, car celui-ci est soumis à certaines pressions qui tendent à décourager les échanges commerciaux entre les différents pays. Il y a plusieurs explications à la montée inquiétante du protectionnisme, la principale étant peut-être les taux élevés de chômage.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le protectionnisme est néfaste pour tout le monde, y compris pour ceux qui le préconisent.

Bien peu d'entre nous sont assez âgés pour s'en souvenir, mais la grande dépression qui a ruiné le monde dans les années 30 a eu des conséquences encore plus graves lorsque les pays ont commencé à fermer leurs marchés aux produits étrangers. Cette crise devait durer jusqu'à la guerre. On a même avancé l'idée qu'elle pouvait en être l'une des principales causes.

Les nations du monde semblent avoir retenu la leçon des luttes commerciales qui ont marqué cette époque. Après la seconde guerre mondiale, elles se sont regroupées pour signer l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, établissant ainsi une structure et une organisation conçus spécifiquement pour éliminer les obstacles au commerce international.

Jusqu'à présent, le GATT a, dans l'ensemble, donné de bons résultats. Grâce à sept séries de négociations commerciales multilatérales, il a permis de réduire les tarifs douaniers ainsi que les tensions sur le plan commercial. En conséquence, le volume du commerce mondial est sept fois plus considérable qu'en 1950.

Feu John Kennedy a dit un jour qu'"à marée haute, tous les bateaux sont à flot". La vague du libre-échange a en effet remis à flot la croissance économique de toutes les nations. Le protectionnisme, toutefois, menace aujourd'hui de remplacer le flux par un reflux. Et, à marée basse, tous nos bateaux seront échoués.

Pour adapter un peu cette métaphore, disons que 1986 sera l'année du partage des eaux pour les nations commerçantes du monde. La prochaine série de négociations commerciales multilatérales doit débuter cette année. Elle aura pour objectifs de refouler la vague protectionniste, d'abaisser encore davantage les barrières commerciales et de combler quelques-unes des lacunes du système du GATT. J'ai rencontré ce matin le ministre du Commerce, M. Saleh, et nous avons discuté de nos intérêts mutuels à propos de certaines questions qui seront abordées au cours des négociations. J'ai également confirmé que le Canada est disposé à accueillir la Conférence ministérielle qui ouvrira le processus de négociation, et même qu'il le désire. Nous avons proposé que les cérémonies se tiennent à Montréal en septembre.

Le Canada est résolument déterminé à favoriser la modernisation et l'élargissement du système commercial multilatéral. Nous considérons que les prochaines négociations commerciales seront, à cet égard, cruciales. Nous sommes d'avis que les problèmes des pays en développement doivent être abordés au cours de ces nouvelles négociations et, par conséquent, que l'Indonésie et d'autres pays de l'ASEAN doivent participer directement à l'élaboration de l'ordre du jour des pourparlers.

Pour préparer les prochaines négociations, le Canada a déjà entamé un processus de consultation avec ses partenaires commerciaux du monde entier. En novembre dernier, notre Sous-ministre adjoint chargé de la politique économique et commerciale a rencontré ses homologues, ici même, en Indonésie. Et ce matin au cours de ma rencontre avec M. Saleh, j'ai mieux compris les préoccupations et les intérêts du gouvernement indonésien.

L'Indonésie et le Canada peuvent l'un et l'autre retirer d'énormes avantages d'une plus grande ouverture des marchés mondiaux. Cela ne fait aucun doute dans les domaines des ressources naturelles et de l'agriculture, où nous avons le même intérêt à nous assurer des débouchés au Japon et en Europe de l'Ouest. Nous avons également le même intérêt à favoriser une plus grande rigueur dans l'application de mesures de protection pour imprévus - telles que des droits compensateurs et des dispositions de sauvegarde - et à améliorer le système de règlement des conflits dans le cadre du GATT. J'ai espoir que le Canada et l'Indonésie pourront collaborer dans ces domaines d'intérêt commun tout au long du processus de négociation, tout comme nous avons collaboré pour le Traité sur le droit de la mer. En collaborant, nous renforçons nos moyens de pression.

Je crois que bon nombre d'entre vous sont au courant de l'initiative que le Canada et les États-Unis ont prise pour négocier un nouvel accord commercial bilatéral. Certains d'entre vous pourraient même s'en inquiéter, craignant peut-être qu'il accapare notre attention au détriment de nos autres partenaires commerciaux.

Je peux vous assurer qu'il n'en sera rien.

Permettez-moi d'apporter quelques précisions. Les États-Unis sont, de loin, notre plus gros marché. Comme ils représentent les trois quarts de nos exportations, nous ne pouvons négliger un tel client. Et, bien entendu, nous lui accordons toute notre attention. Nous avons proposé - et l'administration américaine a accepté avec enthousiasme - d'entreprendre une série de négociations commerciales bilatérales portant sur plusieurs sujets. La question est actuellement devant le Congrès. Nous espérons pouvoir entamer les négociations à la fin du printemps ou au début de l'été; celles-ci devraient durer de un an et demi à deux ans.

Par ailleurs, je dois souligner que nous n'avons pas l'intention de mettre tous nos oeufs dans le même panier. Nos intérêts en matière commerciale ont une portée globale et pas seulement continentale. Tout accord que nous

pourrions conclure avec les États-Unis doit également respecter nos obligations à l'égard de nos autres partenaires commerciaux, ainsi que du GATT. Il serait insensé, pour eux comme pour nous, de conclure un accord qui aurait pour effet de restreindre de quelque manière nos échanges commerciaux avec le reste du monde.

En fait, vous savez peut-être que les négociations avec les États-Unis ne constituent pas la seule initiative importante que le Canada ait prise. Il en existe une autre, à savoir le renforcement et l'accroissement des échanges commerciaux bilatéraux avec les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Au cours des dernières années, l'élargissement et la fréquence de nos relations avec cette région sont devenus un élément essentiel de notre politique extérieure.

Nos échanges commerciaux avec la région du Pacifique excèdent aujourd'hui nos échanges avec les pays d'outre-Atlantique. Ils s'accroissent en outre à un rythme plus rapide.

Il ne faut pas s'étonner que la région du Pacifique soit devenue l'un des points de mire de notre stratégie commerciale nationale. En cette période de contraintes financières, notre gouvernement consacre des sommes plus importantes aux initiatives commerciales dans la région de l'Asie et du Pacifique. Nous mettons actuellement en oeuvre un certain nombre de projets spécifiques qui, espérons-nous, attireront davantage l'attention de l'industrie canadienne sur le potentiel de cette région dynamique, ainsi que sur les possibilités offertes en matière de coopération commerciale et d'entreprises en participation.

Nous espérons également que les nouvelles initiatives que nous proposons dans ce domaine permettront de sensibiliser davantage vos milieux d'affaires aux possibilités commerciales offertes par le Canada, ainsi qu'aux capacités canadiennes en matière d'exportation. Notre gouvernement appuie activement la coopération industrielle, et en particulier les entreprises en participation, pour les avantages mutuels qu'elles permettent de retirer. À titre d'exemple, nous organisons au mois de septembre à Vancouver un forum Canada-ASEAN, dont l'objectif est d'encourager et de faciliter la coopération entre notre pays et le vôtre au moyen d'entreprises conjointes et de transferts de technologie.

Un autre exemple de la volonté du Canada de promouvoir la coopération avec l'Indonésie est le projet de mise en valeur des ressources en eau de Nusa Tenggara, dans la province de Timor, auquel nous allons consacrer 26 millions de dollars.

Les relations du Canada avec l'Indonésie remontent d'ailleurs à une époque beaucoup plus lointaine que ne le pensent la plupart des gens. Nous avons établi notre premier bureau commercial dans votre pays en 1928, lorsque Jakarta s'appelait encore Batavia.

Depuis 1975, le Canada entretient un dialogue avec les pays de l'ASEAN. Nos relations ont toujours été actives, qu'il s'agisse de consultations politiques ou de coopération pour la réalisation de projets.

Au cours de cette période, nos liens avec l'Indonésie sont devenus très étroits. En tant que puissances moyennes du Pacifique, nous avons des intérêts communs en ce qui concerne la sécurité et la stabilité régionale, deux éléments essentiels pour le commerce et la croissance. Nous avons souvent collaboré au sein d'organismes internationaux, exerçant une influence pragmatique et modératrice sur les conflits et les controverses qui menacent la stabilité.

L'an dernier, nous avons instauré un système de consultations régulières avec l'Indonésie sur les questions internationales qui nous concernent l'un et l'autre. Nous avons également facilité les échanges entre les universitaires et les hauts fonctionnaires indonésiens et canadiens, notamment grâce au premier colloque organisé conjointement par le Centre des études stratégiques et internationales et la Fondation Asie-Pacifique du Canada.

Ma visite à Jakarta est la troisième qu'effectue un ministre du Cabinet canadien au cours des douze derniers mois. De notre côté, nous serons heureux de recevoir plusieurs de vos ministres au Canada, en particulier à l'occasion d'Expo 86, l'exposition commerciale internationale qui se tiendra à Vancouver de mai à octobre.

Nous avons accordé une très grande place à la région du Pacifique à Expo 86 - ou, pour lui donner son nom officiel, "l'Exposition internationale sur les transports et les communications". Nous sommes ravis que l'Indonésie ait été l'un des premiers pays à s'inscrire comme participant. Expo 86 vous offrira une excellente occasion de montrer au Canada qui vous êtes et ce que vous faites. Cette exposition devrait attirer près de 15 millions de visiteurs. Elle devrait constituer une excellente vitrine pour les milieux d'affaires indonésiens.

Expo 86 se caractérise en outre par un programme du gouvernement canadien qui permettra d'aider vos gens d'affaires en leur fournissant des informations sur les débouchés commerciaux que leurs produits pourraient trouver au Canada.

Le Canada et l'Indonésie ont bien des points communs. Nos populations respectives sont constituées de races et de cultures différentes. Nous connaissons l'un et l'autre les avantages et les inconvénients d'immenses étendues de territoire qui regorgent de ressources naturelles. Par contre, nous sommes séparés par des origines historiques différentes, des disparités culturelles et par l'immensité de l'océan Pacifique, bien qu'elle soit de plus en plus facile à franchir. Le défi que doivent relever nos deux pays est de renforcer encore leurs relations et leurs liens d'amitié.

Ces relations privilégiées sont mises en valeur de bien des façons. Au niveau gouvernemental, par exemple, le Canada est l'un des principaux donateurs du Programme d'aide au développement de l'Indonésie. Des Canadiens travaillent dans toute l'Indonésie, du nord de Sumatra à Irian Jaya. Ils participent à divers projets, tels que gestion des ressources en eau, construction de routes, centrale hydro-électrique, mise en valeur des régions, aide aux centres d'étude de l'environnement, formation professionnelle, recherche en médecine vétérinaire. Dans chaque cas, nous offrons ce que le Canada a de mieux, qu'il s'agisse d'aide technique, de services-conseils ou de produits canadiens permettant à l'Indonésie d'atteindre ses objectifs de développement.

Nous sommes, par exemple, sur le point d'accorder un prêt de 30 millions de dollars pour permettre l'achat de potasse canadienne qui servira au développement de l'agriculture indonésienne. Depuis l'été dernier, plus de 12 millions de dollars de subventions ont été consacrés à des projets de mise en valeur des ressources humaines, dont la plupart permettront à des Indonésiens de venir étudier au Canada.

Dans quelques minutes, j'aurai le plaisir de décerner des bourses canadiennes d'études universitaires à un premier groupe de dix stagiaires qui participent à l'un de ces projets. Nous avons accordé une subvention de 3 millions de dollars à l'Université pour adultes d'Indonésie afin qu'elle puisse offrir des stages de formation au Canada et bénéficier de l'aide technique et des conseils du Open Learning Institute de Colombie-Britannique, qui jouit d'une réputation internationale dans le domaine des cours par correspondance.

Autre exemple: le programme d'échanges annuels Jeunesse Canada Monde, financé grâce à notre programme d'aide au développement, qui permet à 40 jeunes Canadiens de séjourner jusqu'à trois mois en Indonésie pour travailler à des programmes de développement locaux et apprendre à connaître le pays. Un nombre équivalent de jeunes Indonésiens effectuent un séjour de même durée au Canada. Pendant les quatorze ans d'existence de ce programme, plus de 1 200 jeunes ont participé à des échanges. Ce genre de programme crée des liens très forts entre nos deux pays.

En ce qui concerne le commerce bilatéral, le Canada est l'un de vos fournisseurs réguliers de produits dérivés des matières premières. Nous vous envoyons du blé, du plomb, du zinc, de la pâte à papier, du papier journal et des produits chimiques de base. En retour, nous vous achetons du caoutchouc, de l'étain, du contre-plaqué, des épices et des textiles. Par ailleurs, le Canada fournit également à l'Indonésie des locomotives, des wagons de chemin de fer, des avions et des moteurs d'avion, des chaudières génératrices (à la centrale électrique de Suralaya, par exemple) et, dernièrement, un laboratoire électronique de mécanique nucléaire qui vous permet d'utiliser l'atome à des fins pacifiques.

Un groupe d'hommes d'affaires canadiens qui connaissent bien le marché indonésien m'accompagne à Jakarta. Ils représentent un échantillon des compétences techniques que possède le Canada dans les secteurs où il est le plus compétitif. Je recommande vivement à nos amis indonésiens de les rencontrer et de se renseigner sur les biens et services qu'ils peuvent fournir.

Pour vous donner un exemple de cette compétitivité, j'annoncerai, au cours de ma visite, l'octroi à des fournisseurs canadiens de contrats totalisant plus de 80 millions de dollars.

Le Canada, bien entendu, est au courant des attentes de l'Indonésie en matière de développement industriel. J'ai été extrêmement heureux d'apprendre que l'Indonésie allait envoyer cette année au Canada une délégation chargée d'informer des possibilités d'investissement. Vos industries minières et manufacturières bénéficient déjà directement des investissements canadiens.

Plus de vingt entreprises canadiennes ont actuellement des bureaux à Jakarta et c'est en partie à cause de leur présence que nos relations commerciales bilatérales continuent à prendre de l'ampleur. Nous prévoyons que les

chiffres définitifs pour 1985 atteindront 350 millions de dollars. J'aurai peut-être l'occasion de rappeler aux Indonésiens que le Canada est, per capita, l'un des plus importants marchés du monde pour les produits d'importation.

Nous sommes prêts à aider l'Indonésie à trouver des débouchés dans notre pays. Des colloques et des conférences sur les exportations vers le Canada se sont tenus dans différentes villes d'Indonésie, et nous avons, à cet égard, collaboré avec KADIN et le ministère du Commerce. Les fonctionnaires de notre Ambassade continueront d'offrir leurs conseils aux fournisseurs éventuels sur la façon de trouver accès au marché canadien; quant à la délégation commerciale indonésienne qui doit se rendre au Canada en mai, nous serons heureux de pouvoir contribuer au succès de sa démarche.

Nous sommes, au Canada, parfaitement conscients que le commerce est une voie à double sens. Lorsque le commerce s'accroît dans les deux directions, on en récolte les bénéfices de part et d'autre.

C'est dans cet esprit que je voudrais souhaiter aux membres des tout nouveaux Conseils des gens d'affaires Indonésie-Canada et Canada-Indonésie le meilleur succès pour l'avenir.

Merci.